

Le Parti socialiste français : la fin d'une histoire ?

mardi 16 mai 2017, par [LE MOAL Patrick](#), [RIPART Laurent](#), [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 11 mai 2017).

Tous les dirigeants socialistes, de Jean-Christophe Cambadélis à Manuel Valls en passant par Benoît Hamon, sont d'accord entre eux : le PS d'Épinay est mort. La déroute de l'élection présidentielle acte de la fin d'un cycle, la « fin d'une histoire ». Il parlent de refondation, de reconstruction. Mais ce n'est pas la première fois dans son histoire que le PS connaît une telle situation. Ce dossier a pour objectif de resituer les débats à venir de cette recomposition dans l'histoire du Parti socialiste en France.

Sommaire

- [1905 : la naissance de la SFIO](#)
- [Parti de gouvernement, parti](#)
- [Le congrès d'Épinay, une \(...\)](#)
- [Laurent Ripart](#)
- [De l'Élysée aux poubelles de](#)

1905 : la naissance de la SFIO

Le socialisme français ne s'est doté d'un parti unifié qu'en 1905, lorsque le congrès du Globe aboutit à la création de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO). Ce congrès d'unification résultait toutefois moins de la volonté des socialistes français de se doter d'un parti commun que de l'intervention de la II^e Internationale qui avait décidé de contraindre ses différents groupes français à fusionner dans un parti unique.

Un mouvement socialiste originellement très divisé

L'éclatement du mouvement socialiste était alors considéré comme la première cause de sa faiblesse puisqu'il faisait piètre figure à côté du puissant Parti social-démocrate allemand dont la fondation remontait à 1875. De fait, les socialistes français présentaient une forte hétérogénéité : le marxisme avait acquis une réelle hégémonie, mais il devait toutefois cohabiter avec d'autres traditions issues de l'anarchisme, du jacobinisme et du blanquisme. Surtout, il était divisé en de multiples chapelles plus ou moins sectaires, comme celles que dirigeaient Jules Guesde, Paul Brousse, Édouard Vaillant ou Jean Allemane.

Par ailleurs, le socialisme français se caractérisait par la forte opposition entre un mouvement proprement ouvrier, organisé dans le cadre des syndicats de métiers qui s'était regroupés en 1895 dans la Confédération générale du travail (CGT), et une fraction parlementaire pour l'essentiel issue de la bourgeoisie républicaine. Le socialisme français était largement dominé par les personnalités de politiciens bourgeois, à l'exemple de Jean Jaurès, professeur de philosophie à la faculté des lettres de Toulouse puis député républicain, qui avait progressivement glissé vers le socialisme

après avoir découvert l'ampleur de la misère ouvrière. Attachés à leur indépendance, certains de ces élus refusèrent d'adhérer au nouveau parti, à l'exemple de l'avocat franc-maçon Alexandre Millerand, qui après être lui aussi passé du radicalisme au socialisme, avait poursuivi une brillante carrière parlementaire qui lui a ouvert en 1899 les portes du gouvernement...

Prise de distance avec le mouvement ouvrier et insertion dans l'État

Les méfiances que pouvaient susciter ces politiciens bourgeois amenèrent les syndicalistes ouvriers à prendre leurs distances avec la SFIO, ce qui amena la CGT à adopter en 1906 la charte d'Amiens qui affirmait sa totale indépendance envers le nouveau parti. À la différence des travaillistes anglais ou des sociaux-démocrates allemands, le parti français se construit donc dans le cadre d'une totale séparation organique avec les syndicats, ce qui l'amena à cantonner l'essentiel dans son activité sur le terrain électoral et parlementaire.

Par ailleurs, le caractère très républicain des socialistes français les conduisit à considérer que la République avait pour l'essentiel résolu les questions démocratiques dans leur pays. À la différence des partis proprement sociaux-démocrates, qui luttèrent à la fois pour l'émancipation sociale et démocratique, la SFIO ne mena donc pas un combat spécifique sur le champ politique, acceptant les institutions républicaines et y participant largement. De fait, si les jauresiens durent accepter en adhérant à la SFIO de ne plus participer aux gouvernements bourgeois, ils n'en continuèrent pas moins à soutenir ceux des députés socialistes qui, refusant de renoncer à une carrière ministérielle, quittèrent la SFIO pour fonder en 1911 le parti républicain-socialiste.

Laurent Ripart

Parti de gouvernement, parti de gestion du capitalisme

Lorsque Léon Blum, membre de la SFIO [1], prend la présidence du Conseil en 1936, cela faisait quarante ans que les socialistes discutaient pour savoir s'ils pouvaient ou non participer à un gouvernement dans le cadre du capitalisme...

Quarante années où ils sont passés d'une position de refus de principe à la direction du premier gouvernement de Front populaire, avec des républicains radicaux.

Millerand, le poisson-pilote

En 1899, le débat fait rage lorsqu'un socialiste « indépendant », Millerand, accepte un ministère au sein du gouvernement Waldeck-Rousseau, un républicain bourgeois de centre droit, au côté de Galliffet, le massacreur de la Commune de Paris. Dans la SFIO, Jean Jaurès l'approuve, quand Jules Guesde et Édouard Vaillant le condamnent. Lors du congrès de 1900, la II^e Internationale socialiste se prononce en principe contre le « ministérialisme » [2] avec une exception de taille : dans des « circonstances exceptionnelles », par exemple « l'hypothèse d'une guerre d'invasion ».

Aussi, tous se précipiteront dans le gouvernement d'union nationale d'août 1914, face à l'« agression » : Jules Guesde et Marcel Sembat jusqu'en 1916, et Albert Thomas jusqu'en septembre 1917.

Le soutien sans participation

Après la scission avec les communistes, la SFIO participe en 1924 au Cartel des gauches, avec des républicains et les radicaux-socialistes [3], et soutient le gouvernement sans y participer.

C'est alors que Léon Blum invente une distinction subtile entre la conquête et l'exercice du pouvoir. La conquête du pouvoir, c'est « la prise totale du pouvoir politique, prélude possible et condition nécessaire de la transformation du régime de la propriété, c'est-à-dire de la révolution ». L'exercice du pouvoir en régime capitaliste « n'a pas de caractère révolutionnaire ». Il « est la conséquence de l'action parlementaire elle-même, que vous pouvez être obligés d'accepter, de demander, de subir, du fait même que vous pratiquez l'action parlementaire ».

En 1932, la SFIO soutient à nouveau le gouvernement du Cartel des gauches sans y participer tout en abandonnant le principe de non-participation. Elle fixe les conditions d'une participation, des revendications qui ne peuvent qu'être refusées par les radicaux-socialistes.

Le Front populaire

Le Front populaire emporte les élections de mai 1936, soulevant d'énormes espérances, tout de suite refrénées. Léon Blum, constatant qu'il n'y a pas de majorité absolue socialiste ni même socialiste-communiste, affirme qu'il mènera non pas une expérience socialiste mais une politique sociale dans le cadre de l'économie de marché [4]. Il dira plus tard avoir pris le mouvement de grève générale [5] comme une gifle (« en plein visage »). Dès que la situation reprend un aspect « normal », le gouvernement fait évacuer les usines. En février 1937, Léon Blum déclare la pause : c'est la fin du Front populaire... Et les radicaux avec la droite reviennent sur une bonne partie des conquêtes de la grève générale.

La Libération

Durant la Deuxième Guerre mondiale, c'est à nouveau l'union sacrée dans le Conseil national de la Résistance entre toutes les forces politiques de droite non collaborationnistes, la SFIO et le PCF. Le programme prévoit la nationalisation des grands moyens de production, des sources d'énergie, des assurances et des grandes banques et la création de la Sécurité sociale. La bourgeoisie à l'issue de cette guerre a peur de la révolution, à l'image de ce qui s'est passé à la fin de la Première Guerre mondiale. Il faut donc faire semblant de tout changer pour que rien ne change, en ne touchant pas au pouvoir capitaliste.

Les gouvernements d'union nationale avec le général de Gaulle, puis entre la SFIO, le PCF et le MRP (parti démocrate chrétien), vont sauvagement réprimer les premières mobilisations des pays colonisés pour leur libération, à Sétif en Algérie (au moins 45 000 morts), à Haiphong au Vietnam (20 000 morts) et à Madagascar (entre 100 000 et 200 000 morts).

En 1947, les grèves déclenchent une crise politique : c'est le début de la guerre froide entre le bloc soviétique et l'impérialisme américain, et le PCF est renvoyé du gouvernement. La grève des mineurs de 1948 est durement réprimée sous les ordres du ministre de l'Intérieur socialiste, Jules Moch. Plusieurs morts, des dizaines de blessés et pour finir, après avoir vaincu cette grève, le gouvernement licencie plus de 3 000 grévistes !

Malgré ses bons et loyaux services, le PS sera exclu du gouvernement quelques années.

Le Front républicain

Le 1^{er} février 1956, le gouvernement Guy Mollet, composé de ministres SFIO et radicaux, est investi

avec le soutien du PCF. En quelques mois, il met en place la troisième semaine de congés payés, la Communauté économique européenne, et entérine l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. Mais la guerre d'Algérie domine la situation. L'Assemblée accorde à une large majorité les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet avec les votes communistes contre la lutte de libération des Algériens.

Suite au coup d'État de 1958, la SFIO entre au gouvernement de Gaulle et défend l'instauration de la 5^e République. C'est seulement après l'élection du général de Gaulle à la présidence en janvier 1959, qu'elle connaîtra une longue éviction, jusqu'en 1981.

La gauche gestionnaire du capitalisme

Il y avait encore à cette époque dans les textes socialistes quelques restes de son histoire ancienne. La déclaration de principes du PS de 1969 affirme que la « transformation socialiste ne peut pas être le produit naturel et la somme de réformes corrigeant les effets du capitalisme. Il ne s'agit pas d'aménager un système, mais de lui en substituer un autre ». En 1990, il se présente encore comme « parti de transformation sociale »...

Aujourd'hui, c'est bien fini, même dans les textes qui n'ont aucune concrétisation pratique. En un siècle le PS est passé du refus formellement affiché de participer à un gouvernement à la gestion libérale de l'économie de marché. La culture de gouvernement, le réalisme imprègnent toute son activité. C'est le triomphe de la légitimité capitaliste : l'idée - même formelle - que l'on pouvait transformer la société a totalement disparu.

Patrick Le Moal

Le congrès d'Épinay, une mutation en jeu de dupe

Dans l'histoire du mouvement socialiste, le congrès d'Épinay (1971) constitue une césure essentielle dans la mesure où il permit de transformer la vieille SFIO à bout de souffle en un nouveau Parti socialiste (PS), lui donnant la force d'entraînement nécessaire pour le propulser en dix ans au pouvoir.

Une réponse à l'épuisement de la SFIO

Le congrès d'Épinay constituait l'aboutissement du processus de rénovation que la direction de la SFIO avait dû mettre en place après que son candidat Gaston Defferre avait obtenu le score de 5 % à la présidentielle de 1969. Au-delà d'un ravalement de façade, qui permit le passage de la SFIO au PS ou encore du vieux logo aux trois flèches à celui à la rose au poing, le congrès d'Épinay se présentait aussi comme un congrès de fusion de l'essentiel de la gauche non communiste, la vieille SFIO ayant obtenu l'adhésion de quelques clubs et petits partis, parmi lesquels la Convention des institutions républicaines, un très modeste rassemblement de centre-gauche dirigé par François Mitterrand...

Le congrès d'Épinay se voulait aussi une réponse à l'épuisement de la SFIO qui ne comptait plus à la fin des années 1960 que 70 000 militants. Déconsidérée par les guerres coloniales, par son insertion dans la 5^e République, mais aussi par son incapacité à saisir les nouvelles aspirations sociales, la SFIO ne pouvait survivre qu'en faisant peau neuve. Surtout, les nouvelles institutions de la 5^e

République lui imposait de modifier profondément sa stratégie, puisque le scrutin majoritaire ne lui permettait plus de maintenir ses anciennes alliances avec un centre en voie de disparition, ne lui laissant d'autre choix qu'une alliance avec le PCF, ce qui n'était pas simple pour un parti profondément imprégné par l'atlantisme et l'anticommunisme.

Grandes surenchères à gauche et petites manœuvres d'appareil

Surfant sur les aspirations issues de mai 1968, le congrès d'Épinay visait ainsi à donner un nouveau vernis idéologique à l'alliance opportuniste que les socialistes français étaient en réalité contraints de conclure avec le PCF. Dans ces conditions, les congressistes se livrèrent à une surenchère verbale afin de se poser en garants du caractère révolutionnaire et anticapitaliste du nouveau PS. La palme revint à François Mitterrand qui, pour mieux faire oublier qu'il n'avait jamais été socialiste, expliqua qu'entre réforme et révolution, il choisissait ce deuxième terme, avant de se prononcer pour « la propriété collective des grands moyens de production, d'échange et de recherche », puis d'ajouter que « celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, ne peut être adhérent du parti socialiste » !

Ce verbiage marxisant couvrait en pratique un pur jeu bureaucratique. Au-delà de l'opération de communication, le congrès d'Épinay était destiné à permettre au vieux Guy Mollet, leader historique de la SFIO, de transmettre le flambeau à Alain Savary, l'héritier qu'il avait choisi. À la surprise générale, la route du pouvoir lui fut barrée par François Mitterrand qui, malgré sa quasi-absence de troupes, parvint à coaliser les mécontents de tout bord et, avec l'aide de Mauroy, Defferre et Chevènement, à mettre en minorité Alain Savary pour s'emparer du poste de premier secrétaire.

L'opinion publique retint cependant du congrès d'Épinay que la création de ce nouveau parti socialiste, et l'annonce de sa prochaine alliance avec le PCF, la dotait d'un outil permettant à la gauche d'accéder au pouvoir. La signature en 1972 du « programme commun de gouvernement » entre le PS, le PCF et le Mouvement des radicaux de gauche, donna à cet espoir de transformation sociale une nouvelle crédibilité, qui permit à Mitterrand d'obtenir 49 % des voix à la présidentielle de 1974 puis, après être passé devant le PCF à l'occasion des législatives de 1978, d'accéder enfin au pouvoir en 1981.

Laurent Ripart

De l'Élysée aux poubelles de l'Histoire ?

Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République. Les classes populaires, écrasées par 23 années de droite, rêvent de changements...

Mais après une année de réformes, le PS au pouvoir applique, comme à chacun de ses passages au gouvernement, les diktats du libéralisme, s'intègre parfaitement dans les institutions antidémocratiques, abandonne son électorat et favorise la poussée du FN. Et après Jospin, le quinquennat Hollande précipite la décomposition du PS.

La « parenthèse libérale » (Jospin) jamais refermée

Dès 1983, c'est recul et trahison : blocage des salaires, fin de leur indexation sur les prix, montée du chômage, creusement des inégalités, glorification de l'entreprise et du profit. Les récentes entreprises nationalisées créeront des bénéficiaires... avant d'être revendues. Les élections législatives perdues en 1986 puis en 1993 conduisent à la cohabitation avec la droite. C'est l'ère des grandes privatisations : Suez, Saint-Gobain, Havas, Paribas... Et celle des nouveaux reculs sociaux : 40 années de cotisations au lieu de 37,5 sont devenues nécessaires pour partir à la retraite dans le privé. Un nouvel impôt injuste est créé, la CSG, censée combler le « trou de la sécu ».

Élu président en 1995, Chirac perd les législatives de 1997, et Jospin devient Premier ministre. Les salariés obtiennent quelques acquis dont les 35 heures, mais la période est surtout marquée, avec la complicité des ministres communistes, par de nouvelles privatisations : France Télécom, les assurances, les sociétés d'autoroute, La Poste, les ports, la SNCF...

Régression sociale et État autoritaire

Après 10 années de collaboration avec la droite plutôt que d'opposition à celle-ci, le PS reprend le pouvoir en 2012. Hollande multiplie les attaques contre notre classe, culminant avec la loi travail, et accentue la dérive autoritaire de l'État, avec quatre lois sécuritaires et un état d'urgence bien utile pour enfermer les populations « dangereuses » et mater les résistances.

Le PS au pouvoir se comporte toujours comme le gérant loyal du système capitaliste, « menant des politiques conservatrices que même les conservateurs eux-mêmes s'étaient refusé » (Serge Halimi).

Une intégration réussie dans les institutions européennes et françaises

Mitterrand se disait « partagé entre la construction européenne et la justice sociale ». Une hésitation brève, car dès 1983 le franc retourne dans le giron du SME. Par la suite, tous les traités européens sont ratifiés. À l'Assemblée, ses députés transposent avec zèle les directives européennes de libéralisation des services publics, privatisant plus que la droite ! En 2005, le PS fait campagne pour le Oui au Traité constitutionnel européen, se coupant un peu plus de la majorité des électeurs.

Aucun gouvernement socialiste n'a eu l'intention de changer la Constitution de 1958. Rien dans les programmes de Mitterrand et de Hollande ne vise à remettre en cause la nature du régime de la 5^e République, le bonapartisme présidentiel, un « coup d'État permanent » dénoncé par Mitterrand... avant de devenir président ! Les monarches socialistes non seulement n'ont pas supprimé les articles les plus réactionnaires de la Constitution, comme le 49.3, mais ils s'en sont servi et ont même renforcé le pouvoir de l'exécutif.

L'abandon des classes populaires et la montée du FN

Mitterrand s'est maintenu au pouvoir pendant deux septennats en reniant le programme qui l'y avait conduit. Le creusement des inégalités, l'augmentation du nombre de chômeurs, le développement de la précarité et la gestion néocoloniale des quartiers populaires, vont gonfler les mécontentements. Le PS, parti institutionnel au service du système, se coupe de plus en plus des aspirations à l'égalité, à la justice sociale, à la démocratie réelle. Parti de gauche faisant une politique de droite, loin des réalités du plus grand nombre, il représente au même titre que la droite la caste honnie.

Tout cela va nourrir le vote FN : de 1,4 % en 1981, il est déjà à 14,8 % en 1988. Il accède au second tour de la présidentielle en 2002 à près de 18 %, et arrive aujourd'hui à près de 34 %...

L'ordolibéralisme et l'éclatement du PS

Durcissement des lois antisociales jusqu'à la loi travail, refus d'entendre les centaines de milliers de

manifestantEs contre cette loi ou les aspirations des Nuit debout, ce dernier quinquennat a brisé radicalement le lien entre le peuple de gauche et le Parti socialiste.

Hollande et Valls ont mis encore davantage l'État au service des marchés. En supprimant des acquis et les moyens de défense des salariés. En développant leur division par un racisme d'État, le projet scandaleux sur la déchéance de nationalité en a été le summum. En sur-militarisant la police contre les jeunes issus de l'immigration, les pauvres, les étrangerEs et ceux et celles qui résistent. En tentant de casser nos solidarités... C'est toute la société qu'ils détruisent, pour le plus grand profit du système.

Les conséquences en sont l'éclatement, l'agonie peut-être finale du PS, et l'arrivée au pouvoir d'un Macron, héritier de cette gauche de droite au service du capital.

Roseline Vachetta

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 383 (11/05/2017) :
<https://npa2009.org/idees/ps-fin-dune-histoire>

Notes

[1] Section française de l'internationale ouvrière, le Parti socialiste de l'époque.

[2] Millerand sera exclu du Parti socialiste.

[3] Formation républicaine de la petite bourgeoisie, que l'on pourrait comparer aujourd'hui à des centristes de gauche.

[4] Avec le soutien des communistes.

[5] Qui imposera les 40 heures et les congés payés qui n'étaient pas dans le programme gouvernemental.